



ARRETE DE RETRAIT D'UNE DECLARATION PREALABLE

DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DEMANDE D'ANNULATION D'UNE DP

Déposée le 27/11/2025

De Mme SEKNAZI Pascale
Domicilié(e) 5 avenue René Cassin
33340 – LESPARRÉ MEDOC

Pour Demande d'annulation totale d'une
déclaration préalable en cours de
validité et n'ayant pas fait l'objet d'un
commencement de travaux

Sur un terrain sis 7 avenue René Cassin
33340 – LESPARRÉ MEDOC
Cadastré AC 042

SURFACE DE PLANCHER

Existante : 0 m²

Créée : 0 m²

Démolie : 0 m²

DESCRIPTION DU DOSSIER D'ORIGINE :

N° Dossier DP 033 240 23 S 0125

Déposé le 14/12/2023

Par Mme SEKNAZI Pascale

Domicilié 5 avenue René Cassin
33340 LESPARRÉ MEDOC

Accordé le 26/12/2023

Le Maire de LESPARRÉ-MÉDOC,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment son article L424-5 ;

Vu la Déclaration Préalable n° DP 033 240 23 S 0125 délivrée le 26/12/2023 à Mme SEKNAZI Pascale, domiciliée 5 avenue René Cassin – LESPARRÉ MEDOC (33340) ;

Vu la demande en date du 27/11/2025 de Mme SEKNAZI Pascale, renonçant à la réalisation de son projet et demandant l'annulation de la déclaration préalable susvisée qui lui a été accordée ;

Considérant qu'à ce jour, la déclaration préalable susvisée n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ;

ARRÊTE


ARTICLE 1 : L'arrêté susvisé accordant la Déclaration préalable n° DP 033 240 23 S 0125 est retiré.

ARTICLE 2 : Un exemplaire du présent arrêté sera adressé au représentant de l'État dans le Département ainsi qu'au pétitionnaire.

Fait à Lesparre Médoc, le 2 décembre 2025

Le Maire
Bernard GUIRAUD



Pour Le Maire, 
L'Adjoint délégué à l'urbanisme
Joël CAZAUBON

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).
Le présent arrêté signé est affiché en mairie pour une durée de 2 mois consécutifs.